



# **Acquisition et maintenance d'une solution de détection et neutralisation des communications illicites dans l'établissement de Marseille Baumettes 3**

**Marché n°25PS5016**

**Expression synthétique du  
besoin fonctionnel**

## **Expression synthétique du besoin fonctionnel de détection et neutralisation des communications illicites dans l'établissement de Marseille Baumettes 3**

L'interdiction des téléphones mobiles en détention repose sur l'article R. 345-11 du code pénitentiaire et répond à des enjeux sécuritaires en permettant de préserver la sécurité des personnes détenues, des personnels pénitentiaires, des établissements et de leurs abords, et d'éviter la commission de nouvelles infractions. A cet effet, l'établissement de Marseille Baumettes 2 situé à côté de B3 a été couvert en totalité par un système de brouillage depuis mai 2021. Le marché a pour objet de fournir, déployer et de maintenir une solution globale et autonome vis-à-vis des opérateurs télécoms. Les prestations objets du marché couvrent l'ensemble des travaux d'installation, la fourniture, le paramétrage, et toutes opérations nécessaires au bon fonctionnement de la solution, son maintien en conditions opérationnelles (MCO) et son maintien en conditions de sécurité (MCS). La solution de détection et de neutralisation des communications illicites recherchée par l'administration pénitentiaire pour couvrir l'ensemble des zones d'hébergement et de circulation des détenus à l'établissement de Marseille Baumettes 3 (mise en service prévue pour décembre 2025) doit permettre de :

- détecter et géolocaliser toutes les tentatives de communications (voix et données) avec une localisation la plus précise possible, en particulier dans les quartiers d'hébergement ;
- neutraliser les communications, voix et données numériques, illicites de manière immédiate ou quasi immédiate avec un maximum d'efficacité. Le système doit permettre de neutraliser les communications utilisant des réseaux sans fils dont les technologies sont majoritairement destinées au grand public, à savoir l'ensemble des fréquences de la téléphonie mobile, les réseaux WLAN et WIFI, les transmissions Bluetooth et le téléphone satellitaire. Les plans de fréquence considérés par défaut sont les plans de fréquence en vigueur et attribués par le régulateur français (ARCEP) à la date de mise en service de la solution ;
- un déploiement rapide sur site dans un calendrier contraint inférieur à 3 mois, pour éviter les incidences sur la détention ;
- circonscrire la neutralisation des communications illicites uniquement dans les zones devant être couvertes sans perturbation ou débordement à l'extérieur de ces zones où la neutralisation n'est pas requise (zones d'exclusion au sein de l'établissement, zone administrative, voisinage, etc...), la limite extérieure de neutralisation étant le mur d'enceinte de l'établissement ;
- ne pas perturber les systèmes de communications internes de l'établissement, à savoir la téléphonie administrative, les postes de radiocommunication des personnels et les alarmes portatives individuelles ;
- respecter la réglementation à la recommandation européenne et française relatives à la limitation de l'exposition du public aux champs électromagnétiques ;
- respecter la protection du secret des correspondances et de la vie privée et ne pas rentrer dans le cadre d'une autorisation légale R226 ;
- prendre en compte l'évolution permanente de l'environnement radio due aux opérateurs télécoms aux abords des établissements, en limitant fortement les surcoûts pour l'administration pénitentiaire.